



Jean-Yves Le Déaut

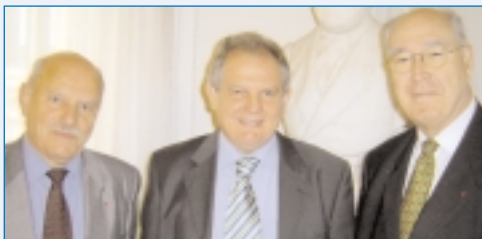
Député PS de Meurthe-et-Moselle,

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Ne pas avoir peur de la science, mais l'expliquer

L'UN DES « FONDATEURS » DE L'OFFICE parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST)

– il en assura à trois reprises la présidence –, Jean-Yves Le Déaut, premier vice-président de la région Lorraine et député de Meurthe-et-Moselle, a traité au fond – et parfaitement – le problème de la recherche, « défi français et européen », à l'occasion du petit déjeuner du club Lamennais, organisé le 12 mai par le Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France (CNISF). C'était la dernière rencontre présidée par Xavier Karcher qui, conformément aux statuts du CNISF, doit céder prochainement sa place, après un mandat de six ans bien rempli, à son successeur Noël Claveloux qui prendra ses fonctions après l'élection du 15 mai. Ce petit déjeuner du club Lamennais, animé par le rédacteur en chef de la lettre Horizons politiques, François Gervais, a permis d'évoquer longuement cette « crise de la recherche » qui a souvent occupé, depuis le début de l'année, le devant de la scène. Tous les symptômes du malaise des chercheurs ont été évoqués et discutés : de l'« absence » de la recherche française sur la scène internationale à la fuite des jeunes « cerveaux » français, en passant par le manque de mobilité dans la recherche publique. Il a aussi été question du retard pris par la recherche dans le secteur privé (c'est vrai, no-



Noël Claveloux, Jean-Yves Le Déaut et Xavier Karcher

tamment pour les PME-PMI) et de l'insuffisance des moyens budgétaires qui y sont consacrés dans le public. La rallonge d'un milliard d'euros par an, décidée par le gouvernement pour les trois prochaines années, toujours bonne à prendre, présente l'inconvénient d'avoir été décidée dans l'urgence, selon le député de Meurthe-et-Moselle, alors qu'il conviendrait de prévoir un financement pluriannuel pour

préparer la nécessaire relève en raison des départs en retraite prévisibles.

Jean-Yves Le Déaut, avec juste raison, a mis en exergue l'une des faiblesses principales de notre système politique qui considère que la science et la technologie, « cela va de soi ». « Il n'y a pas, dans la classe politique française, une prise de conscience suffisante de la nécessité du travail du chercheur, de l'ingénieur, du scientifique dans la vie publique. Nous avons un système de pensée et de formation qui tient de la pensée unique. À droite comme à gauche, les dirigeants n'ont pas compris l'importance de la science et de la technique dans la vie de tous les jours », a-t-il souligné avec force.

L'essentiel était dit, et l'un des participants à ce petit déjeuner a abondé dans le sens de Jean-Yves Le Déaut en estimant qu'il vaudrait mieux débattre – et trancher – au fond sur l'avenir des OGM que de savoir s'il faut accepter ou non... les mariages homosexuels !

L'exemple des OGM

Prenant l'exemple des OGM qu'il connaît parfaitement puisqu'il fut l'initiateur de la première Conférence des citoyens, organisée par l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques en 1998, le député de Meurthe-et-Moselle regrette que notre pays et l'Europe s'embourbent « dans je ne sais quel moratoire alors qu'un certain nombre de pays concurrents avancent et décident. On est dans une situation de déclin au niveau européen », insiste-t-il.



Autant « scientifique » que « politique » comme il aime se présenter, Jean-Yves Le Déaut n'a pas hésité à égratigner certains de ses collègues socialistes, présidents de région, qui viennent d'annoncer qu'ils se refusaient à toute expérimentation des OGM.

« En 2003, 63 millions d'hectares ont été cultivés avec des OGM dans le monde. Chez nous,

il n'y a plus d'expérimentation, y compris avec l'appui de mes collègues présidents de régions qui s'affichent comme défenseurs de « régions sans OGM », ajoute-t-il. C'est comme si on avait dit, au XIX^e siècle, qu'il y aurait des régions sans chemin de fer. C'est à la technique que l'on s'attaque. Que certains OGM soient mauvais, c'est certain. Que l'on accuse la totalité de la technique, c'est à mon avis catastrophique. » Selon lui, en effet, dans les domaines de la santé et de l'agro-alimentaire, par exemple, les progrès ne viendront que si la technique de transgénèse se développe. Les conséquences de cette frilosité intellectuelle – et politique – aboutissent à ce que les chercheurs se démoralisent (il y a de moins en moins de crédits, de chercheurs et de jeunes qui s'orientent vers la discipline de la génétique végétale). De plus, le public reçoit une image très controversée du développement de la science. Jean-Yves Le Déaut s'apprete à publier un article sur ce point pour demander à ses collègues présidents de régions anti-OGM de se ressaisir. Il n'épargne pas la nouvelle « étoile montante » du PS, Ségolène Royal, présidente de la région Poitou-Charentes, qui avait fait connaître son opposition aux expériences sur les OGM. « Il n'y avait pas d'expérimentations d'OGM en Poitou-Charentes. C'est donc facile à dire », relève-t-il.

Si l'on veut avoir des jeunes...

Face à la désaffection inquiétante des jeunes à l'égard des sciences dites dures – un thème qui préoccupe et mobilise le CNISF –, le député de Meurthe-et-Moselle a plaidé pour une revalorisation de la situation des doctorants en prenant cet exemple significatif : « Un doctorant thésard de 26/27 ans, avec son diplôme d'université, gagne 1 190 euros par mois. Quand Nicolas Sarkozy a réussi à obtenir 6 700 policiers stagiaires sans condition de diplôme avec une formation d'un an, il les a recrutés à... 1 290 euros par mois. Tant que l'on méprisera la matière grise, insiste-t-il, les chercheurs se démobiliseront et abandonneront les carrières scientifiques. » Jean-Yves Le Déaut préconise donc, d'une part, de revaloriser la situation des doctorants et des « post-doc », et, d'autre part, de donner une impulsion significative aux recrutements à travers un plan pluriannuel de programmation des postes. Selon lui, le compte n'est pas bon pour le financement de la recherche publique. « J'ai calculé qu'il manque 0,4% de PIB, soit six milliards d'euros par an, ce qui représente moins que la baisse de l'impôt sur les revenus », précise-t-il.

Autres préconisations avancées par Jean-Yves Le Déaut : favoriser la pluridisciplinarité, assurer une meilleure mobilité et une meilleure évaluation. « Il faut donner plus de chances à de jeunes équipes, poursuit-il. Une équipe et un projet doivent avoir une durée limitée dans le temps, comme dans l'entreprise. Le projet dure six ans. On peut le prolonger de trois ou six ans, mais douze ans, ce sera l'extrême limite car, selon lui, les équipes doivent pouvoir se reconstituer avec de nouveaux responsables. »

Revaloriser la science dès le primaire

« Pour ne plus avoir peur de la science, dit encore Jean-Yves Le Déaut, il faut l'expliquer. Ne pas considérer les citoyens comme de simples consommateurs, car ils souhaitent avoir leur mot à dire sur les évolutions de la société. » Pour lui, il faut « revaloriser la science dès l'école primaire », et diffuser la culture scientifique et technique. Voici un thème majeur sur lequel le CNISF aura l'occasion de revenir à la rentrée. Faire en sorte que les citoyens soient en mesure de dominer leur avenir. Voilà une belle ambition. Chaque jour, nos compatriotes sont amenés à réagir face à de nouvelles avancées technologiques qui sont autant d'interrogations sur le futur. Exemple : interrogé sur le mariage des homosexuels et la future loi que les parlementaires socialistes sont chargés d'élaborer à ce sujet, Jean-Yves Le Déaut a ironisé : « Dans ma circonscription de Pont-à-Mousson, ce n'est pas un souci prioritaire. » Mais, plus sérieusement, le député de Meurthe-et-Moselle s'est interrogé sur le point de savoir si l'« homo » ou la « mono » parenté ne conduit pas à se poser inévitablement la question d'avoir un enfant par procréation assistée, ce qui soulève alors un tout autre problème. Selon lui, « un pays qui pense au mariage des homosexuels et qui a peur de l'avancée des sciences et des techniques n'est pas forcément un pays qui est sur une pente ascendante ! » Voilà un avertissement à prendre sérieusement en considération.